

Zoom sur ...

[... le document de recherche de la Banque africaine de développement sur la création d'emplois décents](#)❖ **Le marché de l'emploi en Afrique se caractérise par des taux d'informalité et d'emplois précaires particulièrement élevés**

Les taux de chômage officiels des pays d'Afrique subsaharienne se situent en moyenne à un niveau inférieur à ceux des économies les plus avancées, à 5,9% en 2018 selon l'Organisation internationale du travail. Il est estimé à 5,3% dans l'ensemble des pays d'Afrique de l'Ouest, et même à 0,3% au Niger et à 1,7% au Togo. Ces chiffres masquent les défaillances structurelles du marché du travail en Afrique : l'informalité ([entre 68 et 90 % de l'emploi total selon les pays](#)) et la précarité de l'emploi (70 à 90 % de la population active est employée dans des emplois non-salariés). Ainsi, environ un tiers des personnes qui n'ont pas d'emploi salarié effectuent de multiples activités économiques, et presque tous les membres de la population active appartenant à des ménages à faible revenu exercent des activités dans la sphère du ménage (comme l'agriculture familiale).

Pays	Taux de chômage*	Taux d'emploi informel*	Population en 2019 → perspectives 2050 (coeff. multiplicateur) **	Doing Business (rang sur 190)
Bénin	2,1	94,5 (2011)	11 801 → 24 280 (x 2,1)	153
Burkina Faso	6,1	ND	20 321 → 43 432 (x 2,1)	151
Cap-Vert	12,3	ND	550 → 679 (x 1,2)	131
Côte d'Ivoire	2,5	84,8 (2017)	25 717 → 51 264 (x 2)	122
Gambie	8,9	68,2 (2012)	2 348 → 4 882 (x 2,1)	149
Guinée	3,6	ND	12 771 → 25 972 (x 2)	152
Guinée-Bissau	4,1	ND	1 921 → 3 557 (x 1,9)	175
Libéria	2	90,2 (2014)	4 937 → 9 340 (x 1,9)	174
Mali	9,6	90,5 (2016)	19 658 → 43 586 (x 2,2)	145
Mauritanie	10,3	ND	4 526 → 9 025 (x 2)	148
Niger	0,3	86,4 (2011)	23 311 → 65 593 (x 2,8)	143
Sénégal	6,5	90,4 (2015)	16 296 → 33 187 (x 2)	141
Sierra Leone	4,3	ND	7 813 → 12 945 (x 1,7)	163
Togo	1,7	91,8 (2014)	8 082 → 15 415 (x 1,9)	137
Afrique de l'Ouest	5,3	ND	391 434 → 754 041 (x 2)	

* Source : OIT (dernières dates disponibles) ** en millier d'habitants

La création d'emplois décents apparaît donc comme un défi majeur des économies africaines, et ce d'autant plus que les pays du continent doivent faire face à une croissance démographique rapide (la population d'Afrique subsaharienne devrait doubler d'ici 2050, à 2,1 milliards d'habitants, et être multipliée par 3,5 à la fin du siècle ; [voir notre article sur le sujet](#)), impliquant chaque année l'arrivée de nombreux jeunes sur le marché du travail.

❖ **Les obstacles au développement du secteur privé pèsent sur la croissance de l'emploi**

Plusieurs obstacles au développement du secteur privé persistent, au premier rang desquels les difficultés d'accès au financement pour les entreprises, la complexité des procédures commerciales et de la fiscalité, et l'inadéquation entre la formation de la main d'œuvre locale et les besoins des entreprises. L'établissement d'un climat des affaires favorables figurent ainsi parmi les priorités de l'Afrique de l'Ouest (les pays de la CEDEAO occupent entre la 114^{ème} et la 175^{ème} place du classement Doing Business 2019) et plus généralement des pays africains.

Pour promouvoir l'investissement privé en Afrique et répondre à ces problématiques, la BAfD coordonne notamment l'initiative « Compact with Africa », lancé sous la présidence allemande du G20, à laquelle 12 pays africains ont adhéré – dont 7 qui font partie de la CEDEAO (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Sénégal et Togo). Ce programme s'inscrit dans la démarche commune des Chefs d'Etat africains et des bailleurs de fonds de promouvoir un développement impulsé par le secteur privé – appelé à être le principal pourvoyeur d'emplois.

❖ **Les Zones économiques spéciales sont identifiées comme un instrument de promotion de l'industrialisation et de l'emploi**

Le succès des Zones économiques spéciales (ZES) en Chine, qui offrent des incitations fiscales et des infrastructures propices à l'installation d'entreprises et à l'attraction d'investissements étrangers sur des zones géographiques circonscrites, est largement évoqué par le document de recherche de la BAfD. La réplique de ce modèle en Afrique est présentée comme un instrument envisageable pour la création d'emplois décents, à condition de créer ces zones dans les industries compétitives du continent et d'améliorer le climat des investissements et les infrastructures par ailleurs (le rapport évoque par exemple l'échec de la Zone franche industrielle d'exportation de Dakar, créée en 1974 et finalement fermée en 1999).

En Afrique de l'Ouest, un projet de création d'une nouvelle ZES, située entre le Burkina Faso, le Mali et la Côte d'Ivoire, a été officiellement lancé en mai 2018 par les Chefs de gouvernement des trois pays de la région. Sans qu'il ne se soit pour l'instant matérialisé par des réalisations concrètes, le projet a été notamment présenté comme un accélérateur de l'intégration économique régionale.

ACTUALITE REGIONALE

Conclusion du sommet extraordinaire de la CEDEAO à Ouagadougou sur la sécurité du Sahel

[A l'issue de son sommet extraordinaire organisé à Ouagadougou \(Burkina Faso\) le 14 septembre 2019, la CEDEAO, élargie à la Mauritanie et au Tchad](#), s'est dotée d'un plan d'action d'1 Md USD sur la période 2020-2024 pour la lutte contre le terrorisme au Sahel. A titre de comparaison, l'ONU alloue annuellement la même somme à sa mission de maintien de la paix déployée uniquement au Mali. Les modalités de financement de ce Plan seront entérinées lors du prochain sommet de la Communauté, prévu en décembre à Abuja (Nigéria). L'UEMOA s'est déjà engagée à en financer la moitié. La mutualisation des moyens entre Etats – en premier lieu des services de renseignement, de l'armée et de la police – figure parmi les priorités de ce plan d'action, décliné en 8 axes. En amont du sommet, [le projet « desert to power », visant à fournir l'électricité solaire à 250 millions de personnes dans onze pays du continent d'ici 2030 et bénéficiant d'un financement de 20 M USD de la Banque africaine de développement \(BAfD\)](#), a été officiellement lancé. A noter que ces annonces interviennent quelques jours après le sommet du G7, organisé du 24 au 26 sous la Présidence française à Biarritz, lors duquel la sécurité du Sahel avait été largement évoquée. Le plan d'action de la CEDEAO a été présenté à la 74^{ème} Assemblée générale des Nations unies, qui a débuté le 17 septembre.

Atelier régional pour les pays d'Afrique de l'Ouest sur la production d'informations géospatiales

[Un atelier sur la production d'informations géospatiales à l'intention des pays de l'Afrique de l'Ouest s'est tenu à Niamey du 17 au 19 septembre 2019](#) à l'initiative de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) en collaboration avec le gouvernement du Niger par le biais de l'Institut géographique national du Niger. Il vise à améliorer et renforcer la gestion, les systèmes et les capacités nationales en matière d'information géospatiale, en particulier la production, la fourniture et l'application de données géospatiales fiables et à jour pour les pays en développement. L'atelier devrait permettre de répondre aux besoins des priorités nationales en matière de stratégie et de développement, ainsi qu'à la mise en œuvre nationale du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

La BAfD émet un emprunt obligataire de 2 Mds USD

[La Banque africaine de développement \(BAfD\), a émis un nouvel emprunt obligataire de 2 Mds USD avec une maturité de trois ans arrivant à échéance le 16 septembre 2022](#). Cette transaction est la seconde obligation émise par la BAfD cette année, après celle de mars dernier (1 Md USD à 10 ans). A plus de 3 mois de la fin de l'année 2019, la BAfD a déjà levé 61% de son programme d'emprunt pour 2019 sur les marchés de capitaux, soit 4,4 Mds USD. La nouvelle émission obligataire a généré une forte demande de la part des investisseurs, ont souligné les dirigeants de la Banque. Pour rappel, la BAfD est notée Aaa par l'agence de notation Moody's et AAA par les agences de notation S&P et Fitch.

La start-up de e-commerce Afrimarket en liquidation judiciaire

[Afrimarket, spécialiste du e-commerce en Afrique de l'ouest, devrait définitivement quitter le marché du e-commerce](#). En cause, la start-up basée à Paris fait face à une rude concurrence sur le marché sous-régional, notamment de la part de Jumia, qui reste l'un des leaders dans la région. Les dirigeants de la boîte déplorent également des difficultés à lever des fonds. Après six ans d'existence, la structure comptant plus de 500 000 clients vient de demander son placement en liquidation judiciaire au tribunal de commerce de Paris.

BENIN

Contrat pour la fourniture de lampadaires solaires

La société Fonroche Lighting a signé avec l'Agence du cadre de vie pour le développement du territoire (ACV-DT) deux contrats d'un montant total de l'ordre de 21 MEUR pour la fourniture de près de 15 000 lampadaires solaires dans le cadre du programme d'asphaltage des voiries urbaines. Ces équipements seront installés dans les villes d'Abomey, Abomey-Calavi, Bohicon, Cotonou, Lokossa, Natitingou, Parakou, Porto-Novo et Sémé-Podji.

BURKINA FASO

Avis d'appel à Pré-qualification pour la construction du Poste de Transformation 225/132/33 kV de Ouaga-Sud-Est

L'Etat burkinabé a reçu un financement global de 45 M EUR auprès de l'AFD (30 M EUR en prêt) et de l'UE (15 M EUR en don) dans le cadre du Projet régional d'interconnexion électrique WAPP - North Core/Dorsale Nord. Sur la base de ce financement, l'Unité de gestion du projet (UGP) vient de lancer [un avis de pré-qualification pour les travaux de construction « clé en main » \(EPC\)](#) ci-après : (i) construction à Ouagadougou d'un poste 225/132/33 kV Ouaga-Sud-Est, avec un double jeu de barres 225 kV isolé dans l'air (AIS) ; (ii) fourniture et l'installation de deux transformateurs 225/132 kV de 40 MVA chacun et d'un transformateur 132/33 kV de 25 MVA. Les invitations à soumissionner devraient être lancées en novembre 2019.

Production et exportation minière 2017 selon le rapport ITIE

[D'après le rapport 2017 de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives du Burkina Faso \(ITIE-BF\)](#) qui rapporte les données de la Direction générale des douanes, publié en août 2019, la production totale d'or fin en 2017 s'est élevée à 46,4 tonnes contre 38,5 tonnes en 2016, soit une hausse de 20%. Cette quantité a été produite par 10 sociétés industrielles dont le trio de tête est : Essakane (13,5 tonnes), suivie de Bissa Gold (9,9 tonnes) et de Semafo (6,4 tonnes), etc. La production de zinc, quant à elle, a été estimée à 179 688 tonnes en 2017. Les recettes d'exportations de l'or ont généré 1 085 Mds FCFA (1,6 Md EUR), contre 96 Mds FCFA (146,3 M EUR) pour les exportations du zinc.

Convention de prêt entre la Société Générale Burkina Faso et Proparco

Le 25 septembre 2019, [la société générale Burkina Faso \(SGBF\) a signé une convention de prêt de 25 M EUR sur 10 ans avec Proparco](#), filiale de l'Agence française de développement dédiée au secteur privé. Ce nouveau financement devrait permettre de renforcer durablement les fonds propres de la SGBF et d'accompagner la stratégie de croissance de la banque en faveur du segment des PME, notamment à travers la Maison de la PME inaugurée en janvier 2018. Cette signature de convention constitue le 1^{er} épisode d'une série car les deux structures partenaires devraient bientôt signer une convention garantie de portefeuille.

La 4^{ème} édition de la SAMAO 2019 se tiendra du 26 au 28 septembre

[Ouagadougou abritera du 26 au 28 septembre 2019, la 4^{ème} édition de la semaine des activités minières d'Afrique de l'Ouest \(SAMAO\)](#) au centre international de conférence de Ouaga 2000. Placée sous le thème, « exploitation des ressources minérales et opportunités d'industrialisation de l'Afrique », l'édition 2019 est placée sous le haut patronage du Président du Burkina Faso. Le pays « invité d'honneur » est le Canada.

CAP-VERT

Inflation de 1,5% en glissement annuel en août 2019

La hausse des prix s'est élevée à 1,2% par rapport au mois précédent (+0,4 pp), et à 1,5% par rapport au mois d'août 2018. Elle s'était établie à 1,1% en g.a. en juillet 2019 et à 1% en août 2018. Les prix des catégories de l'hôtellerie, de la restauration, des cafés et similaires ont enregistré une hausse de 7,6% en g.a., les boissons alcoolisées et tabac (+6,4% en g.a.), l'alimentation et les boissons non alcoolisées (+2,5% en g.a.). Les prix des transports ont connu une baisse de 1,7% en g.a..

COTE D'IVOIRE

Exécution du budget à fin juin 2019

A fin juin 2019, [les ressources budgétaires n'ont été mobilisées qu'à 94% de l'objectif semestriel](#) (3 132,2 Mds FCFA, soit 4,8 Mds EUR), du fait essentiellement d'une moindre intervention sur les marchés monétaire et financier, alors que la collecte fiscale a été globalement conforme à la cible. Le montant global recueilli se décompose comme suit : (i) 1 809 Mds FCFA de recettes fiscales, (ii) 68,4 Mds FCFA de recettes non fiscales,

(iii) 657,9 Mds FCFA d'emprunts sur les marchés monétaire et financier, (iv) 531,2 Mds FCFA de ressources extérieures et (v) 65,7 Mds FCFA de ressources de trésorerie. Sur la même période, [les dépenses exécutées s'élèvent globalement à 3 211,4 Mds FCFA \(4,9 Mds EUR\), soit un taux d'exécution de 101,8%](#). L'exécution du budget fait ressortir une certaine maîtrise des dépenses ordinaires globalement contenues dans les prévisions et un niveau satisfaisant d'exécution des dépenses d'investissement conformément à l'objectif semestriel. En revanche, le service de la dette sur le semestre aurait été revu à la hausse de plus de 9%.

Une nouvelle plateforme de rapatriement des recettes d'exportation

[La deuxième phase pilote de la dématérialisation de la procédure de déclaration et de suivi du rapatriement des recettes d'exportation a été lancée le 13 septembre 2019](#), après une journée de formation organisée auprès des exportateurs et des banques à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire. Entreprise par le Comité national de suivi du rapatriement des recettes d'exportation (CNSRRE), cette dématérialisation permet aux exportateurs de déclarer et de suivre la cession des produits de leurs ventes rapatriées via les banques commerciales sur la plateforme du Guichet unique du commerce extérieur (GUCE). L'objectif de la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) – qui a co-organisé l'événement avec la Direction nationale de la BCEAO – est d'améliorer le taux de rapatriement effectif des recettes d'exportation de la Côte d'Ivoire. D'après le représentant de la DGTCP, ce taux est passé de 30% en 2017 à 61% en 2018, contre un objectif règlementaire d'au moins 80%.

Création du Registre social unique (RSU) des ménages pauvres et vulnérables

[Les autorités ont adopté un décret portant création du Registre social unique \(RSU\) des ménages pauvres et vulnérables en Côte d'Ivoire](#). Ce registre est un système d'information et de gestion des données permettant d'identifier, à partir de certaines variables socio-économiques, l'ensemble des ménages pauvres et vulnérables potentiellement éligibles aux différents programmes de protection sociale et de lutte contre la pauvreté sur l'ensemble du territoire (programmes de transferts monétaires, couverture maladie universelle et toutes les autres mesures de protection sociale). Toutefois, l'inscription à ce registre n'ouvre pas systématiquement droit à une prestation sociale.

Un financement de plus de 175 Mds FCFA de la Banque mondiale en faveur du Projet de mobilité urbaine d'Abidjan

[Le nouveau ministre de l'Economie et des finances, Adama Coulibaly et la directrice des opérations de la Banque mondiale en Côte d'Ivoire, Coralie Gevers, ont procédé, le 16 septembre 2019](#), à la signature d'un accord de financement à hauteur de 175 Mds FCFA (267 M EUR), pris sur ressources IDA, en faveur du Projet de mobilité urbaine d'Abidjan (PMUA). Ce projet permettra la mise en place du BRT (Bus Rapid de transit) afin d'améliorer le système de transport public le long du trajet Yopougon - Bingerville. Le ministre des Transports, Amadou Koné, s'est par ailleurs réjoui de la signature de cet accord de financement, en indiquant que le projet va apporter une solution moderne et efficace aux problèmes d'embouteillage dans le district d'Abidjan. A terme, l'initiative BRT devrait drastiquement réduire les temps de déplacements des abidjanais. Par exemple, le trajet Yopougon - Plateau se fera en moins de 20 minutes et celui de Yopougon - Bingerville, en 45 minutes.

De nouvelles usines de transformation de cajou

[Un accord entre l'Etat ivoirien et quatre sociétés de transformation de noix de cajou](#) – Nord Cajou, Fma industry, Kiyo Côte d'Ivoire et Ivory cashew nuts – a été signé le 12 septembre dernier. Cet accord, qui s'inscrit dans le cadre d'une ordonnance adoptée en juillet dernier, permettra aux entreprises de bénéficier d'exemption de droits de douane sur leurs importations d'équipements et de pièces de rechange ainsi que d'un crédit d'impôt pour leur développement. Ces dernières signatures portent à 12 le nombre d'entreprises industrielles de transformation de l'anacarde bénéficiaires des nouvelles mesures. Pour rappel, la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de noix de cajou, avec 761 M tonnes produites l'an dernier, mais n'en transforme que 10%. Le gouvernement s'était fixé comme objectif d'en transformer 50% d'ici 2020.

Attribution de permis de recherche aurifère

[Le Conseil des ministres du 18 septembre qui s'est tenu à Yamoussoukro a adopté deux décrets portant attribution de permis de recherche aurifère dans le pays.](#) Un permis de recherche d'or a été attribué à la société IVOIRIAN RESOURCES SARL dans les départements de Bocanda (centre), de Daoukro (centre) et de M'Bahiakro (centre-est). Le second permis attribué à GEO RESOURCES SARL est également valable pour la recherche d'or dans quatre départements du centre du pays (Attiéguakro, Dimbokro, Tiébissou et Toumodi). Le communiqué du Conseil souligne par ailleurs que ces permis de recherche minière sont valables pour une durée de quatre ans.

Signature d'un mémorandum d'entente entre la Chambre de commerce sino-africaine et le ministère du Tourisme

[Le ministre du Tourisme et des Loisirs, Siandou Fofana, et le Secrétaire exécutif de la Chambre de commerce sino-africaine, Dong Hongwei, ont signé le lundi 16 septembre un mémorandum d'entente de collaboration portant sur les infrastructures touristiques.](#) Cette signature fait suite à une mission préparatoire à Abidjan de la chambre consulaire, en février dernier. Il prévoit la création de la station touristique internationale de Sassandra, la construction du parc d'attractions de Jacqueville et du parc aquatique d'Assinie, l'aménagement du littoral de Port-Bouët, la construction des Relais Paillotes et l'aménagement de pavillons touristiques à thèmes sur le Boulevard de Marseille à Abidjan Marcory Bietry/Zone 4. Ces projets sont issus de la stratégie nationale de développement du tourisme « Sublime Côte d'Ivoire » (2018-2025) d'un montant global d'environ 5 Mds EUR.

Annonce des lauréats 2019 du Prix Orange de l'entrepreneur social

[Les lauréats de la 9^{ème} édition du Prix Orange de l'entrepreneur social 2019 ont été révélés le 13 septembre à Orange Fab Abidjan, accélérateur de start-ups de l'opérateur.](#) Le premier prix, d'un montant de 3 M FCFA (4 566 EUR), revient à Biosave, application mobile développée par des jeunes de Daloa, destinée à accompagner les producteurs dans la fabrication et l'utilisation d'engrais et d'insecticides bio. Le deuxième prix, d'un montant de 2 M FCFA (3 044 EUR), a été accordé à Baloon Assurances, une application mobile française d'offre assurantielle pour les populations non-bancarisées et le troisième, d'un montant de 1 M FCFA (1 522 EUR), a été attribué à Tuto Plus, une plateforme de e-learning. Le prix de l'entrepreneuriat féminin, d'un montant de 2 M FCFA (3 044 EUR) a été accordé à LEGALACIS, plateforme digitale destinée à faciliter les démarches administratives.

8^{ème} édition de l'Africa CEO Forum

[Selon le communiqué du Conseil des ministres du 18 septembre 2019, la 8^{ème} édition de Africa CEO Forum se tiendra du 09 au 10 mars 2020 à Abidjan, la capitale économique du pays.](#) Africa CEO Forum est consacré au secteur privé africain et est l'une des plus importantes rencontres de dirigeants de grandes entreprises africaines, d'investisseurs internationaux et de décideurs publics. Pour rappel, Cet événement est co-organisé par Jeune Afrique et Rainbow Unlimited (compagnie suisse spécialisée dans l'organisation des événements d'affaires), avec l'appui de la Société financière internationale (SFI).

GUINEE

Léger ralentissement de l'inflation à fin juillet 2019 à 9,4% en g.a.

D'après l'institut national de statistiques, en glissement annuel à fin juillet 2019, l'inflation a légèrement décéléré pour s'établir à 9,4% (contre 9,6% à fin juin 2019). Cependant, elle a enregistré une hausse de 1,2% en variation mensuelle, portée par les postes de consommation suivants : (i) produits alimentaires, boissons et tabac (+1,6%), (ii) habillement (+0,8%), (iii) logement, eau et électricité (+0,5%) et ameublement (+0,9%). Les prix des postes « santé » et « enseignement » sont restés quasi-stables. Pour mémoire, le FMI prévoit une inflation moyenne de 8,9% en 2019 (contre 8,2% en 2018).

GAMBIE

La Gambie et le Qatar signent 4 accords bilatéraux

Le Président gambien Adama Barrow et l'Emir du Qatar ont signé quatre accords de coopération. Les deux pays se sont engagés à coopérer en matière de communication satellite, à échanger des informations entre leurs autorités douanières, à faire du renforcement de capacité pour leurs systèmes judiciaires et enfin, dans le domaine sportif, à promouvoir les échanges de camps de jeunes et les tournois de football entre les deux pays.

LIBERIA

Signature de l'Accord de partenariat économique régional entre les pays d'Afrique de l'Ouest et l'Union européenne (UE)

Le président de la République du Libéria, George Weah, a procédé le 17 septembre [à la ratification](#) de l'Accord de partenariat économique régional, [conclu entre les pays d'Afrique de l'Ouest \(UEMOA-CEDEAO et Mauritanie\) et de l'UEMOA et l'UE](#) et paraphé par l'ensemble des parties en 2014. Cependant pour rappel, sa mise en œuvre est toujours bloquée par le Nigéria, seul pays de la région à ne pas avoir signé l'accord.

MALI

Lancement officiel des activités de Ciments et Matériaux du Mali (CMM)

Le 16 septembre 2019, CMM (filiale du cimentier français Vicat) a procédé à Bamako au lancement officiel de ses activités lors d'une cérémonie présidée par le ministre de l'Industrie et du commerce. Le projet d'un montant de 30 M EUR, a été réalisé dans la commune de Diago (cercle de Kati). Les installations de la nouvelle usine s'étendent sur 10 ha. La production annuelle projetée est de 500 000 tonnes (extensible à 1 million de tonnes). Le site, qui doit être inauguré en novembre 2019, générera 150 emplois directs (plus de 1500 indirects). En marge, un appui sera apporté par CMM/Vicat à l'Ecole nationale d'ingénieurs (ENI) du Mali et une coopération sera organisée notamment avec l'association des jeunes de Diago.

MAURITANIE

Chômage des jeunes, une situation préoccupante

Les récents chiffres du ministère mauritanien de l'Emploi rapportent que près de 271 000 jeunes âgés entre 19 et 35 ans sont actuellement au chômage, – sur une population totale de 4,7 M d'habitants. Le document précise que 50 000 à 60 000 nouveaux demandeurs d'emplois seraient comptabilisés chaque année. Les autorités mauritaniennes souhaitent mettre en place une stratégie en matière d'emploi pour la période 2019-2024. Cette dernière devrait s'attacher à développer des filières professionnelles accessibles aux jeunes hors du système scolaire, à promouvoir l'auto-emploi par la mise à disposition de financements à court et moyen terme.

Kinross va injecter 135 M EUR pour booster la production de la mine d'or de Tasiast

La compagnie canadienne Kinross Gold Corporation qui exploite la mine d'or de Tasiast, va lever 135 M EUR pour améliorer la productivité et réduire les coûts opérationnels de cette dernière. Ainsi, la capacité de traitement de la mine passera de 12 000 t/jour actuellement à 24 000 t/jour, pour une production annuelle estimée à plus de 500 000 onces. Les investissements permettront également de prolonger la durée de vie de la mine de 4 ans. Le démarrage du projet est prévu en 2021.

Les EAU devraient acquérir 10% de Grand Tortue Ahmeyin (GTA)

Kosmos Energy envisagerait de céder 10% de ses parts dans le champ gazier GTA, situé en offshore entre la Mauritanie et le Sénégal, au profit des Emiratis. La compagnie américaine avait déjà annoncé en début d'année son ambition de se défaire d'une partie de sa participation dans GTA dont elle détient 28% en Mauritanie et 30% au Sénégal. Pour rappel en 2016, Kosmos Energy avait déjà cédé à British Petroleum une grande partie de ses parts pour un montant d'environ 900 M EUR.

NIGER

Adoption d'une politique nationale de l'évaluation pour promouvoir une bonne gouvernance

Une Politique nationale de l'évaluation (PNE), a été adoptée le 10 septembre par le gouvernement nigérien. Elle vise à contribuer à la promotion d'une bonne gouvernance et à développer la culture de l'évaluation afin d'améliorer la performance des actions de développement. Le gouvernement veut ainsi apprécier les progrès accomplis, en terme d'amélioration des conditions de vie des populations et proposer des mesures correctrices pour atteindre les objectifs globaux des stratégies de développement mis en place à savoir, la Stratégie de développement durable et de croissance inclusive (SDDCI) Niger 2035 et son premier plan quinquennal de mise en œuvre qui est le PDES 2017-2021.

Travaux de construction du pipeline international Niger-Bénin

Le président Issoufou Mahamadou a procédé, le 17 septembre 2019, au lancement officiel des travaux de construction du pipeline international export reliant le Niger au Bénin. Long de 1982 km, 1298 km seront en territoire nigérien et 684 km au Bénin. D'après le chronogramme établi par le gouvernement et ses partenaires, le gros des travaux démarrera en janvier 2020 et s'achèvera en novembre 2021, tandis que la mise en exploitation n'interviendra qu'en janvier 2022. Les travaux de construction seront exécutés par la chinoise CNPC et la société de pipeline au Niger West African Oil Pipeline Company (WAPCO-Niger). Ce pipeline permettra au Niger d'exporter son pétrole vers l'international en passant par le Bénin, mais également de multiplier sa production par 5 (de 20 000 barils/jours actuellement, à 100 000 barils). Le secteur pétrolier représentera ainsi, à l'horizon 2022, 24% du PIB, 45% des recettes fiscales et 68% des exportations.

57 morts et 130 000 sinistrés dans des inondations depuis juin

Les inondations qui affectent le Niger, y compris le Nord désertique, et depuis le début de la saison des pluies en juin, ont fait 57 morts et plus de 130 000 sinistrés, selon le dernier bilan du gouvernement publié mardi soir. En outre, les eaux ont détruit 12 241 maisons, décimé 851 têtes de bétail et englouti plus de 2 251 hectares de cultures. La capitale Niamey est particulièrement touchée cette année par une crue exceptionnelle du Niger qui a déjà fait un total de 6 310 personnes sinistrées. Les régions de Maradi (sud-est) et de Zinder (centre-sud) sont les plus durement affectées avec respectivement 25 040 et 39 060 sinistrés. La saison des pluies bat son plein au Niger. En dépit de sa courte durée - au plus trois mois - et de la faiblesse des précipitations, ce pays fait face depuis quelques années à des inondations, y compris dans les zones désertiques du Nord. Un paradoxe dans cet Etat très sec où les mauvaises récoltes sont habituellement dues à la sécheresse.

SENEGAL

15 M EUR de l'AFD pour l'approvisionnement en eau de Dakar

Le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération et le directeur général de l'Agence française de développement (AFD) ont procédé, le 17 septembre, [à la signature d'une convention de financement complémentaire d'un montant de près de 15 M EUR](#) pour la réalisation du volet distribution de la troisième usine de traitement d'eau de Keur Momar Sarr, dénommée KMS 3. Le projet KMS 3 permettra de doubler la capacité d'approvisionnement en eau de la région de Dakar, qui va ainsi passer de 100 000 à 200 000 m³ par jour. Ce financement sous forme d'un prêt concessionnel vient compléter un prêt initial de 90 MEUR.

45,7 M EUR du FIDA pour l'insertion de 150 000 jeunes

Le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération et le représentant régional du Fonds International pour le développement agricole (FIDA) ont procédé [à la signature d'une convention de financement d'un montant de 45,7 M EUR](#), destiné au projet d'appui à l'insertion des jeunes agri-preneurs du Sénégal, dénommé « Agri-jeunes Tekki Ndaw gni ». Le projet, dont le coût global est estimé à 76,2 M EUR, vise à promouvoir l'inclusion socio-professionnelle des jeunes dans le monde rural, les exploitations familiales et

les emplois rentables et créateurs de revenus, d'emplois décents et durables dans les chaînes de valeur agrosylvo-pastorales et halieutiques.

L'Espagne entend augmenter de 130 M EUR son appui au Sénégal

L'ambassadeur d'Espagne au Sénégal a annoncé, cette semaine, la hausse de près de 130 M EUR de la contribution de son pays à l'Etat du Sénégal, dans le cadre de leur coopération pour la période 2019-2023, ce qui représente une hausse de 125% par rapport à la période antérieure. Trois priorités ont été définies (i) le développement productif agricole, (ii) le processus de décentralisation et (iii) le renforcement de la résilience des populations les plus vulnérables à travers la sécurité alimentaire, la santé, l'eau potable et l'assainissement.

La coopération belge octroie 2,7 M EUR à un programme pour l'entrepreneuriat féminin

La première cohorte de bénéficiaires (46 femmes chefs d'entreprise) du programme d'entrepreneuriat féminin Jigeeñ Ni Tamit [les femmes aussi en français] a reçu le 17 septembre, son attestation de fin de formation. Ce programme financé par la coopération belge au développement vise à améliorer la croissance des entreprises de transformation agroalimentaire.

SIERRA LEONE

Un plan d'action national quinquennal pour la sécurité sanitaire officiellement lancé

Le Président de la République de la Sierra Leone, Julius Maada Bio, a procédé le 12 septembre au [lancement officiel d'un plan multisectoriel de 5 ans pour la sécurité sanitaire](#) d'un montant total de 291 M USD, ainsi qu'une feuille de route pour l'instauration d'une couverture sanitaire universelle au sein du pays. La mise en œuvre de ce plan devrait permettre à la Sierra Leone de prévenir la probabilité d'épidémies pour la santé publique, d'en réduire les conséquences, de renforcer les capacités nationales de détection précoce et d'améliorer sa capacité d'intervention en cas d'urgences sanitaires. Le pays devrait ainsi se rapprocher des impératifs requis par le Règlement sanitaire international (RSI) de 2005 qui vise à renforcer la sécurité sanitaire mondiale. La Sierra Leone est le 7^{ème} pays africain à lancer un plan d'action national pour la sécurité sanitaire. Pour rappel, le pays avait été durement touché en 2014 par l'épidémie d'Ebola qui avait affecté plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et tué près de 4000 personnes rien qu'en Sierra Leone.

Le taux de pauvreté en baisse de 5,6 points entre 2011 et 2018

[Selon la dernière étude sur les ménages réalisée par l'institut de statistiques de Sierra Leone \(Stats SL\) à paraître le 1er octobre 2019](#), le taux de pauvreté total (représentant les dépenses alimentaires et non alimentaires) a diminué de 5,6 points de pourcentage dans le pays entre 2011 et 2018. Les calculs de cette étude placent le seuil de pauvreté total à 3 921 000 SLL (378 EUR) par et par adulte, et le seuil de pauvreté alimentaire à 2 125 000 SLL (205 EUR) par an et par adulte. Ces taux de pauvreté restent élevés en 2018, à 56,8% et 54,5% respectivement, et inégaux selon les régions – le taux de pauvreté total dans les zones rurales étant par exemple plus de deux fois plus élevés que dans les zones urbaines, à 73,9% contre 34,8%.

TOGO

Le gouvernement togolais lance par consultation restreinte un appel d'offres pour la reconstruction du marché de Lomé

Le gouvernement vient de lancer un appel d'offres en diffusion restreinte pour la reconstruction du grand marché de Lomé. Le projet, estimé à environ 20 Mds FCFA (30,5 M EUR) se découpe en quatre lots : (i) installation de chantier, terrassements, gros œuvres ; (ii) secondes œuvres ; (iii) installation des réseaux et (iv) travaux de menuiserie. Les deux entreprises françaises (Eiffage et SOGEA SATOM) parmi les dix-sept sélectionnées sont éligibles à l'ensemble de ces travaux et ont jusqu'au 29 octobre prochain pour faire acte de candidature.

Contrecoups de la fermeture de la frontière entre le Nigéria et le Bénin

Le Togo souffre peu de la fermeture de la frontière entre le Nigéria et le Bénin. Ni son port ni son industrie ne sont touchés ou alors de façon très marginale. Les cimenteries locales profitent d'ailleurs de l'interruption de l'arrivée du ciment Dangote du Nigéria. En revanche, le décalage qui existe depuis maintenant deux semaines entre le prix du carburant à la pompe (564 FCFA pour le super) et le prix du marché parallèle passé de 550 FCFA à 600 FCFA et qui fournit habituellement 30% des besoins a reporté la demande vers les stations-services, épuisant ainsi ponctuellement les stocks. Des approvisionnements d'urgence ont été mobilisés pour un retour à la normale et permettre ainsi un accroissement des ventes de carburants du secteur formel et de la perception des taxes y afférentes. Les produits vivriers – en particulier la tomate – sont pour leur part plus pénalisés, les autorités ayant d'ailleurs mobilisé la commande publique pour atténuer la crise.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Indicateurs Pays	Bénin	BF	CV	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	18,5	4,5	19,3	16,3	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie														
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	17,2	5,2	9,2	24	5,4	140,3	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	927	1 143	477	1 474	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	4,9	3	5,2	6,2	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	1,7	3	3	0,5	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques														
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dette publique (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	36,6	83,9	55,1	64,4	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4	14,8	20,0	14,9	18,7	17,4	16,2	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	C	B	C	-	-
Echanges														
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8	-4,3	-9,4	-12,0	-12,8	-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers² (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	374	205	170	856	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)²</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	11	43	270	99	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	-	5	-	-	-	5	5
Aspects qualitatifs														
<i>IDH (2018)³</i>	163	183	125	170	174	175	177	182	159	189	164	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁴</i>	153	151	131	122	149	152	175	145	148	143	141	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 188 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque